L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 18 JUILLET 1879. 52me Année

DUBUCQ de LABERY,
Propriétaire-Rédacteur.

NOUVELLE-ORLEANS,
VENDREDI, 18 JUILLET 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Shaw & Co., dans leurs salles d'encan, boulevard et bourbon.

L'élection du principe électif.

Nous n'espérons plus ramener la majorité de la Convention à notre manière de voir en ce qui, concerne l'élection du principe électif. Dans nos articles théoriques sur la mission de la Convention, nous avons développé les raisons qui commandent de laisser l'application du principe électif aux fonctions purement politiques. C'était là, selon nous, une des réformes les plus désirables. Mais elle ne pouvait être adoptée qu'en rompant avec les traditions de parti, en sacrifiant l'intérêt des politiciens chercheurs de places au bien public. La Convention qui, dans soixante-douze heures, ne paraît pas avoir compris l'importance de cette autre réforme, la réduction des places électives.

Il semble, au contraire, que la majorité soit animée d'un esprit tout opposé, et qu'elle voie la réforme dans la diminution du patronage du gouverneur. Nous ne partageons pas les craintes qu'inspire ce patronage et il était facile d'obtenir d'éviter l'abus qui pourrait en être fait, en accordant certaines nominations à des autorités autres que le gouverneur.

La Convention a amendé le rapport du comité judiciaire dans le sens de l'élection par le peuple. Elle a décidé que les juges de district seraient élus par le peuple, qu'il en serait de même des juges de paix. Or, depuis que le régime radical a été établi en 1868, nous n'avons pas vu un seul visiteur de la campagne venu à la Nouvelle-Orléans, qui ne se soit plaint amèrement des juges élus dans les paroisses à majorités radicales, être été greffier de cour et devenir par cela seul, annotateur des aliénations, conservateur des hypothèques et notaire. Que la convention nous permette de dire assez n'est plus là de la démocratie mais de la démagogie et que c'est livrer à de terribles risques les intérêts les plus sérieux de certaines paroisses.

En ville, où nous avons une forte majorité de population blanche, nous avons moins à craindre que dans les campagnes les conséquences de cette application du principe électif à des places d'affaires, judiciaires ou administratives, qui devraient être mises en dehors des luttes de parti pour les emplois. Mais il y a un grand nombre de paroisses qu'une pareille législation expose aux sérieux inconvénients qui peuvent résulter du choix d'hommes totalement incompétents pour remplir d'aussi délicates fonctions. La majorité de la convention aurait dû se préoccuper des paroisses qui nous affligées de majorités composées d'électeurs ignorants et faciles à égarer.

Nous avons sollicité la convention d'avoir accordé à la délégation de la ville une concession, celle de la nomination des juges de district par le gouverneur. Pourquoi faut-il qu'elle soit, pour ainsi dire, revenue sur cette concession en adoptant un amendement qui remet à l'élection la nomination des juges des "city courts".

Les délégués des paroisses qui s'sont si souvent plaints des coteries de politiciens de la ville, avaient une belle occasion de désarmer ces coteries, c'était d'enlever à l'élection les places de greffiers, de commissaires de cour.

C'est cet organe du parti de l'intrigue et à la corruption, qui, pendant les luttes électorales dans la ville, a élevé et fait passer des gredins à la faveur politiques. Au lieu de cela, on a ajouté de nouvelles places à cette curée. Le but de la curée. C'est, sans aucune rumeur de la part des délégués des paroisses, nous craignons qu'il n'en soit pas ainsi démontré par l'expérience à venir.

Le parti qui a triomphé du radicalisme s'appelait le parti démocrate conservateur. La Convention, qui a fait de nombre de ses membres [illegible] s'est montrée conservatrice [illegible] chose, du principe de l'élection. Ce n'est pas là un [illegible] conservateur" que nous [illegible] porter le fardeau des temps.

Nous espérons [illegible] des principes démocratiques, mais nous commençons la démocratie autrement que celle qu'on n'y voient que [illegible] est perdu d'une [illegible] vivant de l'espoir.

Le [illegible] le parti de la [illegible] peuple, pour [illegible] n'importe quel [illegible] trouble pas [illegible] troisième parti, [illegible] [illegible] [illegible] cette législature, [illegible] un mandat, [illegible] placeurs [illegible] qu'elle entreprenne [illegible] prématurée, [illegible] politiques, [illegible] [illegible] une plus [illegible] [illegible] [illegible]